

Comité du programme et budget

Quarantième session
Genève, 15 – 19 juin 2026

PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE PLACEMENTS

établi par le Secrétariat

INTRODUCTION

1. En juillet 2019, les assemblées de l'OMPI¹ ont approuvé une modification de la politique de l'OMPI en matière de placements (WO/PBC/30/15). La version modifiée de la politique en matière de placements a été approuvée conformément aux articles 4.10 et 4.11 du Règlement financier², qui donnent au Directeur général le pouvoir de placer à court terme les fonds qui ne sont pas nécessaires pour faire face à des besoins opérationnels immédiats et de placer à long terme les sommes inscrites au crédit de l'Organisation, conformément à la politique de placement approuvée par les États membres.

2. Depuis la dernière révision en 2019, la demande à l'égard des services mondiaux de propriété intellectuelle de l'OMPI a continué de croître et l'Organisation a continué de générer d'importants flux de trésorerie provenant de ses activités. L'OMPI perçoit des taxes à l'avance auprès des déposants et détient des liquidités transitoires pour le compte des offices nationaux de propriété intellectuelle, en rapport avec les services fournis en vertu des traités relatifs au système mondial de propriété intellectuelle. L'administration de ces traités internationaux relatifs à la protection de la propriété intellectuelle génère d'importantes réserves de liquidités qui doivent être gérées et investies.

¹ A/59/13.

² Ces articles du Règlement financier ont ensuite été remplacés par l'article 3.19, applicable à compter du 1^{er} janvier 2023, à la suite de la révision du Règlement financier de l'OMPI et de son règlement d'exécution.

3. Au cours de la même période, le contexte financier et réglementaire a continué d'évoluer. Les normes de gouvernance en matière de gestion des placements ont progressé, tout comme les méthodes de gestion des risques. En conséquence, il est nécessaire de mettre à jour la politique en matière de placements afin que celle-ci puisse continuer d'orienter efficacement les activités de placement de l'OMPI et de produire des résultats conformes aux objectifs financiers de l'Organisation.

PROPOSITIONS DE MODIFICATION DE LA POLITIQUE DE L'OMPI EN MATIERE DE PLACEMENTS

4. Conformément à la politique en matière de placements, l'une des responsabilités du Comité consultatif de l'OMPI pour les placements, présidé par le sous-directeur général chargé du Secteur administration, finances et gestion et composé de représentants des principales fonctions internes, ainsi que de deux experts indépendants, consiste à réexaminer chaque année la politique et à faire des recommandations en vue de la modifier. Un consultant externe a été engagé pour recenser les meilleures pratiques en matière de gestion du portefeuille de placements, notamment en ce qui concerne la gouvernance, la gestion des risques et l'utilisation de la technologie. Ces conclusions, tirées d'un vaste exercice d'analyse comparative mené auprès d'un éventail d'organisations, dont des organismes du système des Nations Unies, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, des multinationales du secteur privé, des institutions financières et des fonds de pension, ont inspiré les modifications proposées.

5. D'autres modifications ont été apportées afin de préciser davantage la politique en matière de placements. Elles tiennent compte des observations formulées par le conseiller extérieur en matière de placements de l'Organisation et par l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS) dans le cadre de leurs examens réguliers des rapports sur les placements de l'OMPI. Les modifications proposées s'appuient également sur les conclusions de l'"examen collégial" mené par la Banque mondiale, sur l'audit de la gestion des placements effectué par la Division de la supervision interne (DSI) de l'OMPI, ainsi que sur la vérification annuelle des états financiers réalisée par les vérificateurs externes des comptes de l'OMPI.

6. Les principaux changements s'inspirent des principes tirés des pratiques recommandées en matière de gestion des placements et visent à :

- i) perfectionner et segmenter les objectifs et les portefeuilles de placement de l'OMPI, afin de mieux les adapter aux besoins de liquidités de l'Organisation à différentes échéances;
- ii) améliorer le cadre de gouvernance;
- iii) améliorer la gestion des risques liés aux placements; et
- iv) améliorer la lisibilité.

7. Chacune des propositions de modification, accompagnée d'une explication des raisons qui la motivent, est reproduite dans l'annexe 2 de la politique modifiée en matière de placements (annexe 1).

8. Le paragraphe de décision ci-après est proposé.

9. Le Comité du programme et budget (PBC) a recommandé aux assemblées des États membres de l'OMPI, chacune pour ce qui la concerne, d'approuver la politique modifiée en matière de placements (document WO/PBC/40/10).

[La politique modifiée en matière de placements suit]

Annexe 1 – POLITIQUE MODIFIÉE EN MATIÈRE DE PLACEMENTS

TABLE DES MATIÈRES

CHAMP D'APPLICATION ET OBJET	2
DESCRIPTION DE L'INVESTISSEUR	2
ADMINISTRATION COMPÉTENTE	2
PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS, OBJECTIFS ET HORIZONS DE PLACEMENT	2
PARTIES PRENANTES, RÔLES ET RESPONSABILITÉS	4
DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
COMITÉ CONSULTATIF POUR LES PLACEMENTS	4
CONTRÔLEUR	5
TRÉSORIER, DIVISION DES FINANCES	5
GESTIONNAIRES DE FONDS EXTÉRIEURS	6
DÉPOSITAIRE	6
RÉPARTITION DES ACTIFS	6
TOLÉRANCE AU RISQUE	7
CLASSES D'ACTIFS ADMISSIBLES, LIMITES DE CRÉDIT ET DIVERSIFICATION	7
AUTRES CONSIDÉRATIONS	8
MONNAIE DES PLACEMENTS	8
PRODUITS FINANCIERS DÉRIVÉS	8
CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES	8
EMPRUNTS	8
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'ORGANISATION	8
INDICATEURS DE PERFORMANCE	8
ÉVALUATION DES PERFORMANCES	9
OBLIGATIONS EN CAS DE MANQUEMENT À LA POLITIQUE	9
EXAMEN ET MISE À JOUR DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE PLACEMENTS	10
DOCUMENTS CONNEXES	10
GLOSSAIRE	11

CHAMP D'APPLICATION ET OBJET

DESCRIPTION DE L'INVESTISSEUR

1. L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) a été officiellement créée par la Convention instituant l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, entrée en vigueur en 1970. L'OMPI a été reconnue institution spécialisée du système des Nations Unies en 1974.
2. L'OMPI est essentiellement une organisation financée par des taxes, qui tire la majorité de ses recettes des taxes générées par ses systèmes mondiaux de propriété intellectuelle. L'OMPI perçoit les taxes à l'avance auprès des déposants et détient des montants importants de liquidités transitoires pour le compte des offices nationaux de propriété intellectuelle, en rapport avec les services fournis en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) et des systèmes de Madrid (marques) et de La Haye (dessins et modèles industriels). L'administration de ces traités internationaux relatifs à la protection de la propriété intellectuelle génère d'importantes réserves de liquidités qui doivent être gérées et investies.

ADMINISTRATION COMPÉTENTE

3. Les activités financières de l'OMPI, y compris le placement de ses fonds, sont régies par son Règlement financier et le règlement d'exécution de ce Règlement financier, approuvés par l'Assemblée générale. La politique en matière de placements a été élaborée conformément à l'article 3.19 du Règlement financier, qui donne au Directeur général le pouvoir d'effectuer des placements à court et long termes conformément à la politique de placement de l'Organisation approuvée par les assemblées.
4. Conformément à l'article 2.15 du Règlement financier, le Directeur général présente aux États membres, pour approbation, une proposition de programme de travail et budget pour chaque exercice budgétaire biennal. Conformément à l'article 2.18 du Règlement financier, les estimations des recettes et des dépenses sont présentées en francs suisses. En outre, l'article 3.16 du Règlement financier exige que les états financiers annuels de l'OMPI, y compris les résultats des activités de placement, soient présentés en francs suisses, la devise fonctionnelle de l'Organisation.

PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS, OBJECTIFS ET HORIZONS DE PLACEMENT

5. La présente politique s'applique à tous les placements détenus pour le compte de l'OMPI, répartis entre quatre portefeuilles de placements distincts conçus pour répondre à des objectifs financiers précis. Chaque portefeuille a un objectif, des exigences en matière de liquidités, un profil de risque et un horizon de placement qui lui sont propres, et contribue de manière ciblée à la viabilité financière et aux résultats de l'Organisation. Les portefeuilles sont gérés séparément sur le plan opérationnel afin d'atteindre leurs objectifs respectifs. Les quatre portefeuilles de placements sont les suivants :

- 5.1 **Liquidités – Court terme** – Ce portefeuille de placements détient les liquidités dont l'Organisation a besoin pour faire face à ses besoins en fonds de roulement à court terme (un an au maximum). Le montant investi dans ce

portefeuille est équivalent à l'objectif du fonds de réserve et de roulement (FRR) défini dans la Politique de l'OMPI relative aux réserves³.

Les placements de ce portefeuille privilégient la préservation du capital et les liquidités à court terme, avec une tolérance minimale au risque. Les principaux objectifs du portefeuille de liquidités à court terme, par ordre d'importance, sont :

- i) la préservation du capital nominal⁴,
- ii) la mise à disposition de liquidités, conformément aux réserves visées, et
- iii) le taux de rendement, compte tenu des contraintes découlant des points i) et ii).

5.2 Liquidités – Moyen terme – Ce portefeuille de placements constitue une réserve de liquidités qui permettra de faire face aux imprévus sur une période allant de un à quatre ans. La taille du portefeuille est fixée dans une fourchette comprise entre 80% et 120% de la moyenne glissante sur deux ans de la somme des passifs courants de l'OMPI (figurant dans les états financiers vérifiés) et des montants liés aux réserves pour projets spéciaux, déduction faite de la part des obligations au titre de l'AMCS et de la réserve visée pour deux ans. Le portefeuille de liquidités à moyen terme n'est pas destiné à être utilisé à court terme, mais il est investi de manière à ce que l'accès soit possible sans coûts importants⁵.

Les placements de ce portefeuille visent des rendements stables et modestes à moyen terme. Les principaux objectifs du portefeuille, par ordre d'importance, sont :

- i) la préservation du capital nominal,
- ii) les liquidités à moyen terme et,
- iii) le taux nominal de rendement compte tenu des contraintes découlant des points i) et ii).

5.3 Trésorerie stratégique – Moyen terme – Ce portefeuille de placements comprend le solde des liquidités disponibles après les affectations aux portefeuilles de liquidités à court, moyen et long termes. Le portefeuille stratégique à moyen terme a un horizon de placement de quatre à dix ans et ne doit pas être utilisé avant un délai de un à quatre ans.

Ce portefeuille est conçu pour maintenir une réserve à moyen terme destinée à financer les nouveaux projets du Plan-cadre d'équipement et à soutenir les initiatives de l'Organisation en finançant des projets innovants grâce aux plus-values réalisées. Le portefeuille vise la croissance et la création de valeur, avec l'objectif de générer un rendement réel positif, net de tous frais de gestion et d'administration, sur une période glissante de cinq ans⁶.

³ La Politique de l'OMPI relative aux réserves définit le montant global des FRR en pourcentage des dépenses prévues pour l'exercice biennal (facteur PBE). Le facteur PBE donne également une indication de la durée pendant laquelle les opérations de l'OMPI peuvent être financées exclusivement au moyen des fonds de réserve.

⁴ L'OMPI vise à obtenir un retour sur investissement chaque fois que le marché le permet, conformément aux critères de référence indiqués aux paragraphes 35 à 39. Dans un contexte de taux d'intérêt négatifs, les rendements attendus sur les marchés pourraient compromettre la préservation du capital.

⁵ Les passifs courants comprennent les encaissements par anticipation, les montants à payer, les comptes courants, les dettes, ainsi que les engagements et les provisions présentés dans les états financiers de l'OMPI.

⁶ L'Organisation gère ses niveaux de réserves conformément à sa Politique relative aux réserves. Celle-ci établit les principes et le mécanisme d'approbation en ce qui concerne l'utilisation des réserves pour des projets ponctuels d'améliorations essentielles, et à titre exceptionnel.

- 5.4 **Trésorerie stratégique – Long terme** – Ce portefeuille comprend les liquidités et les placements provisionnés, ou susceptibles de l'être, afin de financer les engagements de l'OMPI au titre de l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS). Ce portefeuille est détenu par le régime d'assurance maladie après la cessation de service de l'OMPI/UPOV⁷.

Le portefeuille est géré avec un horizon de placement à long terme, dans le but d'assurer une croissance du capital et un rendement global positif. L'objectif de rendement, déterminé conformément à l'étude de la gestion de l'actif et du passif, vise à atteindre un taux de couverture de 100% des engagements au titre de l'AMCS sur 20 ans⁸.

PARTIES PRENANTES, RÔLES ET RESPONSABILITÉS

DIRECTEUR GÉNÉRAL

6. Le Directeur général examine et approuve les recommandations présentées par le Comité consultatif pour les placements.
7. Conformément à l'article 3.19 du Règlement financier, le Directeur général informe régulièrement le Comité du programme et budget (PBC) des placements à court terme et à long terme de l'OMPI.

COMITÉ CONSULTATIF POUR LES PLACEMENTS

8. Les membres du Comité consultatif pour les placements sont nommés par le Directeur général. Les membres du comité sont sélectionnés en fonction de leur expérience dans les domaines de la gestion des placements et des risques, de leur capacité d'exercer un jugement indépendant et objectif, ainsi que de l'équilibre global de leurs compétences, en adéquation avec les placements de l'Organisation. Un ordre de service établissant le comité a été émis par le Directeur général.
9. Ce comité joue le rôle de conseil auprès du Directeur général en ce qui concerne les placements de l'Organisation, conformément à l'article 3.19 du Règlement financier. Ainsi, il peut émettre des avis sur le contenu de la politique en matière de placements, la stratégie, la répartition des actifs, les critères de performance appropriés et les lignes directrices en matière de placements. Les responsabilités particulières du Comité consultatif pour les placements sont définies dans un ordre de service de l'OMPI⁹.
10. Afin de s'acquitter des responsabilités décrites au paragraphe 9, le comité peut s'adjoindre les services d'experts extérieurs à l'Organisation dotés d'une vaste expérience dans le secteur financier. Le Comité consultatif pour les placements se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins chaque trimestre.

⁷ En juillet 2024, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé, dans le document A/65/6, la création d'un régime multi-employeurs qui serait responsable des fonds provisionnés par l'OMPI pour financer les obligations liées aux prestations dues au personnel, ainsi qu'il est indiqué dans le document WO/PBC/37/12.

⁸ En juillet 2024, les assemblées des États membres de l'OMPI ont approuvé la proposition de financement des prestations à long terme dues au personnel présentée dans le document A/63/7, à savoir une charge annuelle pouvant atteindre 10% des dépenses de personnel à compter de l'exercice biennal 2024-2025. La proposition de financement vise un taux de couverture de 100% des engagements pris par l'OMPI au titre de l'AMCS sur une période de 20 ans.

⁹ Il s'agit de l'ordre de service n° 12/2021 concernant le Comité consultatif pour les placements de l'OMPI.

CONTRÔLEUR

11. Conformément à l'article 1.1 du Règlement financier et des règles 103.27 et 103.28 du règlement d'exécution, le pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements, conformément à la politique en matière de placements approuvée par les États membres selon l'article 3.19 du Règlement financier, est délégué au contrôleur.
12. En outre, conformément à la règle 103.29 du règlement d'exécution, le contrôleur veille, en énonçant les directives appropriées en matière de gestion des placements¹⁰, à ce que les fonds soient détenus dans des monnaies et des classes d'actifs placés de façon à réduire au maximum, en priorité, les pertes sur le principal, tout en conservant les liquidités nécessaires pour répondre aux besoins de trésorerie de l'Organisation.

TRÉSORIER, DIVISION DES FINANCES

13. Le trésorier, qui relève de la Division des finances, agit en tant que secrétaire du Comité consultatif pour les placements et est responsable de l'exécution des activités de placement et de l'établissement des rapports relatifs à tous les placements réalisés. Le trésorier assure la liaison avec les gestionnaires de fonds extérieurs et le dépositaire et établit des rapports mensuels sur l'état des placements, qui sont soumis au Comité consultatif pour les placements par l'intermédiaire du contrôleur. Ces rapports portent sur les performances réalisées par rapport à des critères de performance et à des statistiques de risque. Le rôle du trésorier consiste également à suivre les critères qui aboutiraient à "placer sous surveillance" un gestionnaire de fonds extérieur dont le remplacement est envisagé. Le rapport qui en résulte est soumis au Comité consultatif pour les placements par l'intermédiaire du contrôleur. Le trésorier entreprend également un examen de fin de mois des exécutions d'ordres.
14. Les projections de mouvements de trésorerie pour tous les portefeuilles de placements sont mises à jour sur une base mensuelle par le trésorier, afin de garantir que des fonds suffisants sont disponibles pour répondre aux besoins de liquidités de l'Organisation pour chaque portefeuille. Le trésorier est également responsable de la gestion des relations avec les banques et toutes les autres contreparties financières, ainsi que du suivi régulier de leurs notations.
15. La responsabilité de la gestion du portefeuille des liquidités à court terme incombe au trésorier, sous la supervision du Comité consultatif pour les placements. Elle inclut, mais ne se limite pas à :
 - a) la création et la gestion d'un portefeuille de placements qui répond aux besoins de liquidités de l'Organisation;
 - b) la négociation avec des contreparties de placement établies et dans des classes d'actifs en adéquation avec les modalités de la présente politique en matière de placements;
 - c) l'évaluation des relations avec les contreparties de placement et le maintien de relations avec lesdites contreparties, y compris la coordination de la documentation juridique;
 - d) l'analyse du risque de crédit des contreparties; et
 - e) la surveillance des marchés financiers.

¹⁰ Ces directives sont publiées sous forme d'instructions administratives, conformément à la politique en matière de placements.

GESTIONNAIRES DE FONDS EXTÉRIEURS

16. Les gestionnaires de fonds extérieurs sont des personnes ou des sociétés qui fournissent des services professionnels de gestion de placements et gèrent les actifs tels que les actions, les obligations et les valeurs immobilières, soit dans le cadre de mandats distincts, soit à travers des dispositifs communs de placements, afin de répondre à des objectifs de placement pour le compte de l'Organisation.
17. Les gestionnaires de fonds extérieurs peuvent investir dans toutes les classes d'actifs énumérées dans l'appendice 1, sous réserve des exigences et des contraintes énoncées dans les lignes directrices en matière de placements définies par le Comité consultatif pour les placements et approuvées par le Directeur général¹¹.
18. Le cas échéant, la sélection des gestionnaires de fonds extérieurs a lieu conformément au cadre institutionnel applicable aux achats¹².

DÉPOSITAIRE

19. Le dépositaire est l'institution financière responsable de la sauvegarde des actifs financiers de l'Organisation. Le dépositaire détient les actifs tels que les actions et les obligations et veille au règlement de l'achat ou de la vente de ces actifs et à la collecte des recettes. Le dépositaire peut fournir d'autres services tels que l'évaluation des actifs, l'analyse des risques, le suivi de la performance des gestionnaires de fonds extérieurs et l'établissement de rapports de conformité.
20. Le cas échéant, la sélection d'un dépositaire a lieu conformément au cadre institutionnel applicable aux achats¹³.

RÉPARTITION DES ACTIFS

21. La répartition des actifs entre le portefeuille de liquidités à court terme, le portefeuille de liquidités à moyen terme et le portefeuille stratégique à moyen terme est déterminée par le Comité consultatif pour les placements, dont les recommandations sont soumises au Directeur général pour approbation.
22. La répartition des actifs en ce qui concerne le portefeuille stratégique à long terme est déterminée par les caractéristiques financières et actuarielles des obligations de l'OMPI relatives à l'AMCS. La répartition des actifs fait l'objet d'un examen régulier dans le cadre d'une étude de la gestion de l'actif et du passif, dont les résultats sont contrôlés par le Comité consultatif pour les placements. À partir de ces informations, le Comité consultatif pour les placements recommande les ajustements nécessaires à la composition des portefeuilles de placements, ces recommandations étant soumises au Directeur général pour approbation.

¹¹ Ces directives, conformes à la politique en matière de placements, ne doivent pas être confondues avec les directives en matière de gestion des placements publiées sous la forme d'instructions administratives par le contrôleur.

¹² Il convient de noter que ce type de service peut présenter des particularités qui diffèrent de celles de la procédure d'achat habituelle. Par exemple, lorsque le paiement est prélevé directement sur l'actif, il n'est pas nécessaire de procéder à un engagement préalable au moyen d'une demande d'achat; il peut également s'avérer plus judicieux de recourir à un contrat de durée indéterminée qui offre une souplesse totale dans la gestion du placement.

¹³ À l'instar des conditions applicables aux gestionnaires de fonds extérieurs, ce type de service peut présenter des particularités qui diffèrent de celles de la procédure d'achat habituelle. Par exemple, lorsque le paiement est prélevé directement sur l'actif, il n'est pas nécessaire de procéder à un engagement préalable au moyen d'une demande d'achat.

23. Les flux de trésorerie entre les portefeuilles suivent un ordre de préférence défini, garantissant que les besoins de liquidité de l'Organisation sont satisfaits en priorité, avant que les fonds ne soient répartis entre des portefeuilles ayant des horizons différents (court, moyen et long termes). Les mouvements de fonds entre les portefeuilles sont régis par des règles énoncées dans les directives en matière de placements, qui garantissent la cohérence, la discipline et l'alignement sur le cadre de planification financière de l'Organisation.

TOLÉRANCE AU RISQUE

24. La politique de l'OMPI en matière de gestion des risques décrit les principes de la gestion des risques et du contrôle interne à l'OMPI de manière systématique, structurée et ordonnée, en faveur du Plan stratégique à moyen terme. La présente politique est conforme à l'article 5.1 du Règlement financier de l'OMPI, relatif à l'établissement de dispositifs pour la gestion axée sur les résultats, la gestion des risques de l'Organisation et les contrôles internes, et à l'article 5.2, relatif à l'établissement d'un dispositif et système de contrôle interne conformément aux meilleures pratiques applicables en vigueur.
25. Le niveau de risque pris dans les opérations de placement doit être compatible avec les objectifs définis, les objectifs de rendement et l'horizon de placement de chacun des portefeuilles. L'OMPI utilise la valeur à risque conditionnelle (CVaR) comme indicateur de risque pour mesurer la tolérance d'un portefeuille à des pertes de valeur potentielles sur un horizon temporel donné et à un niveau de confiance donné. Les niveaux de tolérance au risque sont déterminés et approuvés par le Directeur général sur la base des recommandations du Comité consultatif pour les placements. Le Comité consultatif pour les placements est chargé d'analyser les risques et d'en assurer le suivi continu.

CLASSES D'ACTIFS ADMISSIBLES, LIMITES DE CRÉDIT ET DIVERSIFICATION

26. Les classes d'actifs admissibles et leurs notations minimales requises sont décrites dans l'appendice 1. Le Comité consultatif pour les placements peut proposer des placements dans des classes d'actifs qui ne figurent pas à l'appendice 1 à partir des recommandations du contrôleur, à condition que le placement dans une nouvelle classe d'actifs n'excède pas une exposition de 5% sur le portefeuille cible, ou de 10% s'il s'agit d'une combinaison de nouvelles classes d'actifs. Ces recommandations sont soumises à l'approbation du Directeur général.
27. Les placements ne peuvent être confiés qu'à des institutions dont la notation est indiquée dans l'appendice 1. Les orientations sur la qualité de crédit des institutions reposeront sur l'utilisation de contrats d'échange sur le risque de crédit. Les liquidités à court terme seront réparties entre plusieurs institutions (quatre au minimum, si possible), dont aucune ne peut détenir à elle seule plus de 30% du portefeuille.
28. Les limites d'exposition au risque de crédit de contrepartie s'appliquent conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les placements. Les placements confiés à des filiales ou des sociétés affiliées d'une contrepartie doivent être agrégés lors de la détermination du pourcentage de sommes placées auprès de l'institution concernée. Les limites peuvent être dépassées temporairement en raison des fluctuations de change, de l'échéance des placements importants, de l'évolution des flux de trésorerie ou du déclassement des institutions.

AUTRES CONSIDÉRATIONS

MONNAIE DES PLACEMENTS

29. Les placements doivent être effectués en tenant compte de la monnaie fonctionnelle de l'OMPI, actuellement le franc suisse.
30. Lorsque les placements sont libellés dans des monnaies autres que le franc suisse, le recours à des instruments de couverture permettant de ramener à un minimum le risque découlant de la fluctuation de la monnaie des placements par rapport au franc suisse, et d'éviter ainsi des rendements globaux négatifs, est autorisé. Les stratégies de couverture liées aux activités de placement sont définies dans les directives en matière de placements et sont autorisées par le contrôleur, après consultation du Comité consultatif pour les placements.

PRODUITS FINANCIERS DÉRIVÉS

31. Les placements sur des produits dérivés à des fins spéculatives ne sont pas autorisés.

CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

32. Les placements tiennent compte des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies et de la question de savoir si l'entité émettrice a adhéré aux 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies dans les domaines des droits de l'homme, des normes du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption (www.unglobalcompact.org). Toutes les activités de placement sont conformes aux principes énoncés dans la Politique de l'OMPI en matière de prévention et de détection de la fraude et d'autres actes prohibés.

EMPRUNTS

33. Aucun effet de levier n'est autorisé pour les placements. De la même manière, les gestionnaires de fonds extérieurs ne peuvent pas emprunter de fonds à une institution afin d'optimiser les placements.

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'ORGANISATION

34. Lorsque de nouveaux placements sont confiés à une contrepartie, l'Organisation indique que ces placements lui sont confiés sous réserve de ses privilèges et immunités. Les contreparties acceptent de ne pas retenir d'impôts, ni de joindre les comptes/actifs pour les réclamations juridiques.

INDICATEURS DE PERFORMANCE

35. Le portefeuille de liquidités à court terme sera géré en interne par référence au taux SARON à trois mois pour les francs suisses ou à un autre équivalent du marché financier d'une durée similaire.
36. Le portefeuille de liquidités à moyen terme sera géré par des gestionnaires de fonds extérieurs à partir d'un indice de référence composite regroupant différentes classes d'actifs et visant des rendements comparables à ceux du marché, dans le cadre d'un horizon de placement à moyen terme.
37. Le portefeuille stratégique à moyen terme sera géré par des gestionnaires de fonds extérieurs à partir d'un indice composite regroupant différentes classes d'actifs

visant des rendements comparables à ceux du marché, dans le cadre d'un horizon de placement à moyen terme.

38. Le portefeuille stratégique à long terme sera géré par des gestionnaires de fonds extérieurs à partir d'un indice composite regroupant différentes classes d'actifs investis sur un horizon à long terme.
39. Chaque portefeuille de placements est associé à un indicateur de performance précisé dans ses directives de placement. Les critères de performance doivent être :
 - i) sans ambiguïté, transparents et simples;
 - ii) investissables et reproductibles;
 - iii) mesurables et stables;
 - iv) adaptés à la finalité du placement;
 - v) précisés à l'avance.

ÉVALUATION DES PERFORMANCES

40. S'agissant du portefeuille de liquidités à moyen terme, du portefeuille stratégique à moyen terme et du portefeuille stratégique à long terme, le dépositaire fait rapport chaque mois sur les performances des portefeuilles gérés à l'extérieur et veille à ce que les gestionnaires de fonds extérieurs aient adhéré à leurs directives de placement. Les performances de la trésorerie gérée en interne sont calculées en francs suisses, hors fluctuation de change des monnaies dans lesquelles les fonds sont investis.
41. Les performances du portefeuille de liquidités à court terme sont évaluées par rapport à des indicateurs appropriés. Les performances des gestionnaires de fonds extérieurs sont mesurées par rapport à l'indicateur de référence et à d'autres indicateurs, tel que précisé dans les directives de placement.
42. Les performances globales du portefeuille et les performances de rendement en francs suisses sont signalées tous les mois au Comité consultatif pour les placements. Le rapport inclut les chiffres de performance comparatifs pour les trimestres précédents et l'année précédente.
43. Les états financiers annuels divulguent toutes les informations relatives aux placements conformément aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), et les placements sont soumis de ce fait à une vérification.

OBLIGATIONS EN CAS DE MANQUEMENT À LA POLITIQUE

44. En cas de manquement à une disposition ou à une section de la présente politique, le trésorier est tenu d'en informer le Comité consultatif pour les placements au plus tard un jour ouvrable après la constatation dudit manquement. Le Comité consultatif pour les placements est alors chargé d'évaluer la manière dont le manquement peut être intégré aux directives d'une manière appropriée et rentable. Si le non-respect de la politique résulte de l'évolution des marchés, le Comité consultatif pour les placements peut adresser au Directeur général des recommandations visant à augmenter l'exposition au-delà de la limite dépassée, afin de protéger les intérêts financiers des portefeuilles.

EXAMEN ET MISE À JOUR DE LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE PLACEMENTS

45. La politique en matière de placements est examinée chaque année par le Comité consultatif pour les placements sur la base des recommandations du contrôleur, lesquelles sont soumises au Directeur général. À l'issue de cet examen, toute modification est soumise aux États membres pour approbation. La politique en matière de placements peut être soumise à des examens spéciaux plus fréquents en raison de certaines conditions de marché ou d'autres facteurs.

DOCUMENTS CONNEXES

46. La présente politique en matière de placements fait partie intégrante du cadre financier et de gouvernance global de l'OMPI et doit être lue et appliquée conjointement avec les autres politiques, règles, directives et instructions administratives de l'Organisation. La mise en œuvre effective de la présente politique s'appuie sur les documents réglementaires connexes et y est étroitement liée, notamment les documents suivants :
- i) Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'OMPI
 - ii) Lignes directrices en matière de placements
 - iii) Politique relative aux réserves
 - iv) Politique de l'OMPI en matière de gestion des risques
 - v) Directives de l'OMPI relatives aux achats
 - vi) Politique de l'OMPI en matière de prévention et de détection de la fraude et d'autres actes prohibés,
 - vii) Manuel de l'OMPI concernant la trésorerie et la gestion de trésorerie.

GLOSSAIRE

Contrats d'échange sur le risque de crédit : un contrat d'échange sur le risque de crédit est un contrat entre deux parties, dans lequel l'une achète à l'autre une protection contre les pertes résultant du défaut de paiement d'un emprunteur pendant une période définie. L'évolution du prix du contrat donne des indications sur la probabilité d'un événement de crédit, y compris le risque de défaut de paiement. L'OMPI examine l'évolution des prix des contrats d'échange sur le risque de crédit disponibles sur ses contreparties afin d'évaluer la qualité de crédit de ces dernières.

Étude de la gestion de l'actif et du passif : une étude de la gestion de l'actif et du passif est une analyse financière stratégique menée pour gérer les risques découlant de l'inadéquation entre les actifs et les passifs d'une organisation. En mettant l'accent sur la corrélation entre éléments d'actif et de passif, l'OMPI peut aligner sa stratégie de placement sur ses obligations financières, conciliant ainsi sa viabilité financière et ses engagements financiers.

Horizon de placement : l'horizon de placement est un terme utilisé pour identifier la durée pendant laquelle un investisseur souhaite conserver son portefeuille avant de vendre ses actifs.

Produits financiers dérivés : les produits financiers dérivés sont des instruments financiers liés à un indicateur financier donné, grâce auxquels les risques financiers peuvent être négociés en tant que tels sur les marchés financiers. S'ils comportent des risques inhérents, les produits financiers dérivés peuvent faciliter la gestion des risques financiers.

Répartition des actifs : la répartition des actifs désigne la manière dont les investisseurs répartissent leurs portefeuilles de placements entre différents actifs, qui peuvent inclure des liquidités, des titres à revenu fixe, des actions ou des biens immobiliers. Dans la mesure où chaque classe d'actifs présente des risques et un potentiel de rendement différents, l'OMPI s'efforce de trouver un équilibre entre le risque et le rendement en fonction de ses objectifs financiers, de sa tolérance au risque et de son horizon de placement.

Valeur à risque conditionnelle (CVaR) : l'OMPI utilise l'évaluation de la CVaR, un indicateur statistique servant à estimer la perte potentielle de valeur d'un portefeuille de placement sur une période donnée, à un niveau de confiance donné. L'OMPI utilise une CVaR sur 12 mois avec un niveau de confiance de 95%, ce qui correspond à la norme largement admise dans le secteur. Cette mesure de la CVaR est le rendement attendu du portefeuille dans les 5% de scénarios les plus défavorables sur une période d'un an.

Exemple : une CVaR sur 12 mois, avec un niveau de confiance de 95%, s'élevant à -10% signifierait que la perte moyenne attendue dans les 5% des scénarios de rendement les plus défavorables pour le portefeuille est de -10%.

Classe d'actifs admissibles

	Notations minimales ¹⁴	
	à court terme (12 mois maximum)	à long terme (plus de 12 mois)
Trésorerie ou équivalent		
Dépôts à vue, comptes d'épargne ou comptes de dépôt Certificats de dépôts/dépôts à terme Dépôts structurés Dépôts croisés dans deux devises	A-2/P-2	A/A2
Investissements sur les marchés monétaires		
Billet de trésorerie	A-3/P-3	BBB/Baa3
Mise/prise en pension de titres	A-2/P-2	A/A2
Acceptation bancaire		
Obligations, effets ou autres obligations et autres produits à revenu fixe acquis directement par l'OMPI		
Obligations d'État	A-3/P-3	BBB-/Baa3
Obligations sous-souveraines (provinciales, municipales territoriales)		
Obligations supranationales		
Placements privés		
Obligations d'entreprises	A-3/P-3	BBB-/Baa3
Obligations, effets ou autres obligations et produits à revenu fixe acquis sous forme de parts de fonds communs de placement		
Obligations d'État Obligations sous-souveraines (provinciales, municipales territoriales) Obligations supranationales Obligations d'entreprises	Jusqu'à un maximum de 35% des actifs du portefeuille peuvent être investis dans des obligations à haut rendement BB+/Ba1 à C/Ca; 100% des actifs peuvent être détenus dans des placements sûrs (AAA/Aaa à BBB – Baa3)	Jusqu'à un maximum de 35% des actifs du portefeuille peuvent être investis dans des obligations à haut rendement BB+/Ba1 à C/Ca; 100% des actifs peuvent être détenus dans des placements sûrs (AAA/Aaa à BBB – Baa3)
Immobilier		
Sociétés civiles de placement immobilier (SCPI)	Sans objet	Sans objet
Fonds immobiliers	Sans objet	Sans objet
Actions		
Fonds communs de placement en actions	Sans objet	Sans objet
Actions et participations directes	Sans objet	Sans objet

¹⁴ L'OMPI s'appuie sur les notations publiées par Moody's, Standard & Poor's et FITCH IBCA. En ce qui concerne les titres non notés par les trois agences agréées, le recours d'autres services de notation n'est autorisé que dans la mesure où le prestataire du service de notation semble être objectif et indépendant dans son analyse.

ANNEXE 2 : Propositions de modification de la politique de l'OMPI en matière de placements

N°	Section / Sous-section	Paragraphe(s) – <u>trésorerie d'exploitation et trésorerie principale</u>	Nouveauté / <u>Modification / Suppression/ Aucun changement</u>	Paragraphe(s) <u>de la politique modifiée</u>	Raison de la modification ¹⁵
		Paragraphe(s) – <u>trésorerie stratégique</u> ¹⁶			
1.	Portée et objet / Description de l'investisseur	1 à 2 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	1 à 2	Ces modifications visent à apporter plus de clarté en mettant l'accent sur le modèle opérationnel de l'Organisation qui consiste à administrer les traités internationaux de protection de la propriété intellectuelle et, en conséquence, le montant des liquidités qui doivent être gérées et investies.
		1 à 2 – trésorerie stratégique			
2.	Portée et objet/Pouvoir	3 à 4 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	3 à 4	Aucune modification de fond. Ces modifications visent à tenir compte de la version actualisée du Règlement financier (articles 2.15, 2.18, 3.16 et 3.19) et de son règlement d'exécution, applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2023.
		3 à 4 – trésorerie stratégique			
3.	Parties prenantes, rôles et responsabilités / Directeur général	5 à 6 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	de 6 à 7	Aucune modification de fond. Ces modifications visent à tenir compte de la version actualisée de l'article 3.19 du Règlement financier de l'OMPI, applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2023.
		5 à 6 – trésorerie stratégique			

¹⁵ Certaines modifications ont été nécessaires pour tenir compte des conclusions de la Division de la supervision interne et des vérificateurs externes des comptes de l'OMPI. Les recommandations de l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS) sont également intégrées à la politique modifiée. Le cas échéant, ces modifications sont mises en évidence en conséquence dans l'annexe.

¹⁶ Des modifications d'ordre rédactionnel ont été apportées à la politique modifiée afin de supprimer les doublons dans la politique relative à la trésorerie d'exploitation et à la trésorerie principale et dans la politique relative à la trésorerie stratégique, en particulier du point 1 au point 21.

N°	Section / Sous-section	Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>d'exploitation et</u> <u>trésorerie principale</u>	<u>Nouveauté /</u> <u>Modification /</u> <u>Suppression/</u> <u>Aucun</u> <u>changement</u>	<u>Paragraphe(s)</u> <u>de la politique</u> <u>modifiée</u>	<u>Raison de la modification</u> ¹⁵
		Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>stratégique</u> ¹⁶			
4.	Parties prenantes, rôles et responsabilités / Comité consultatif pour les placements	7 à 9 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	8 à 10, 21 à 23	Aucune modification de fond. Ces modifications visent à apporter plus de clarté que la version précédente en ce qui concerne l'ordre de service de l'OMPI qui souligne le mandat du Comité consultatif pour les placements.
		7 à 9 – trésorerie stratégique			
5.	Parties prenantes, rôles et responsabilités / Contrôleur	10 à 11 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	11 à 12	Aucune modification de fond. Ces modifications visent à remplacer la règle 104.10 et les articles 4.10 et 4.11 du précédent Règlement financier par les règles 103.27, 103.28 et 103.29, applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2023. Le règlement d'exécution continue d'autoriser le contrôleur à placer à court terme les (103.27) et à long terme (103.28) les fonds inscrits au crédit de l'Organisation, et à établir des directives appropriées en matière de gestion des placements (103.29).
		10 à 11 – trésorerie stratégique			
6.	Parties prenantes, rôles et responsabilités / Trésorier, Division des finances	12 à 15 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	13 à 15	Ces modifications visent à améliorer le cadre de gouvernance en mettant en œuvre les principes tirés des pratiques recommandées en matière de gestion financière, compte tenu des recommandations de l'Organe consultatif indépendant de surveillance (OCIS).
		12 à 13 – trésorerie stratégique			
7.	Parties prenantes, rôles et responsabilités / gestionnaires de fonds extérieurs	16 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modifications	16 à 18	Ces modifications visent à apporter plus de clarté que la version précédente, en incluant dans la définition des "gestionnaires de fonds extérieurs" les "placements communs" gérés en externe. En outre, le cadre de gouvernance est renforcé par une référence précise au dispositif d'achat de l'Organisation et aux spécificités de ce type de service, susceptible d'être différent des achats standard. Ces modifications sont nécessaires pour répondre aux recommandations formulées par les vérificateurs externes des comptes de l'OMPI.
		14 – trésorerie stratégique			

N°	Section / Sous-section	Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>d'exploitation et</u> <u>trésorerie principale</u>	Nouveauté / <u>Modification /</u> <u>Suppression/</u> <u>Aucun</u> <u>changement</u>	Paragraphe(s) <u>de la politique</u> <u>modifiée</u>	Raison de la modification ¹⁵
		Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>stratégique</u> ¹⁶			
8.	Parties prenantes, rôles et responsabilités / Dépositaire	17 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modifications	19 à 20	Ces modifications visent à renforcer le cadre de gouvernance par une référence précise au dispositif d'achat de l'Organisation et aux spécificités de ce type de service, susceptibles d'être différentes de la procédure d'achat standard. Ces modifications sont nécessaires pour répondre aux recommandations formulées par les vérificateurs externes des comptes de l'OMPI.
		15 – trésorerie stratégique			
9.	Objectifs en matière de placements, tolérance au risque et contraintes / Objectifs	18 à 19 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	5	Ces modifications sont proposées pour mettre en œuvre les principes tirés des pratiques recommandées en matière de gestion financière, avec l'introduction de quatre portefeuilles de placements. Ces modifications apportent davantage de clarté quant au montant à allouer à chaque portefeuille, à l'horizon de placement et à l'objectif visé pour chacun des portefeuilles de placements. En outre, le terme "cash" a été supprimé dans la version anglaise de la dénomination des portefeuilles, compte tenu des recommandations de l'OCIS.
		16 à 18 – trésorerie stratégique			
10.	Objectifs en matière de placements, tolérance au risque et contraintes / Tolérance au risque	20 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	24 à 25	Ces modifications visent à mettre en œuvre les principes tirés des pratiques recommandées en matière de gestion des risques financiers, en utilisant la valeur à risque conditionnelle (CVaR) comme mesure du risque, et à remplacer les descriptions associées au "risque faible" et au "risque modéré" de la version précédente. Ces modifications améliorent le cadre de gouvernance de l'OMPI et sont nécessaires pour répondre aux recommandations de la Division de la supervision interne (DSI).
		19 – trésorerie stratégique			
11.	Objectifs en matière de placements, tolérance au risque et contraintes / Contraintes	21 à 24 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	5, 26 à 28.	Aucune modification de fond. Des modifications d'ordre rédactionnel ont été introduites, dans un souci de clarté par rapport à la version précédente.
		20 – trésorerie stratégique			
12.	Objectifs en matière de placements, tolérance au risque et contraintes / Monnaie du placement	25 à 26 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	29 à 30	Ces modifications visent à mettre en œuvre les principes tirés des pratiques recommandées en matière de gestion des risques financiers, notamment par l'amélioration des rapports sur les risques liés aux fluctuations des taux de change et par les mesures adoptées afin d'atténuer ces risques dans le cadre des activités de placement. Ces modifications améliorent le cadre de gouvernance de l'OMPI et sont nécessaires pour répondre aux recommandations de la DSI.
		21 à 22 – trésorerie stratégique			

N°	Section / Sous-section	Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>d'exploitation et</u> <u>trésorerie principale</u>	<u>Nouveauté /</u> <u>Modification /</u> <u>Suppression/</u> <u>Aucun</u> <u>changement</u>	<u>Paragraphe(s)</u> <u>de la politique</u> <u>modifiée</u>	<u>Raison de la modification</u> ¹⁵
		Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>stratégique</u> ¹⁶			
13.	Objectifs en matière de placements, tolérance au risque et contraintes / Limites de crédit	27 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	28	Cette modification vise à établir des principes tirés des pratiques recommandées en matière de gestion des risques financiers, avec l'utilisation de contrats d'échange sur le risque de crédit pour définir les limites d'exposition au risque avec les contreparties. Cette modification améliore le cadre de gouvernance de l'OMPI et répond aux recommandations de la DSI.
		23 – trésorerie stratégique			
14.	Objectifs en matière de placements, tolérance au risque et contraintes / Considérations éthiques	28 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	32	Cette modification vise à améliorer le cadre de gouvernance en tenant compte des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies. En pratique, tous les placements de l'OMPI au 30 avril 2026 répondent à cette exigence.
		24 – trésorerie stratégique			
15.	Objectifs en matière de placements, tolérance au risque et contraintes / Emprunts	29 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Sans changement	33	Aucune modification dans cette section.
		25 – trésorerie stratégique			
16.	Classes d'actifs admissibles	30 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	26 à 28, appendice 1	Ces modifications visent à apporter plus de clarté par rapport à la version précédente, grâce à l'appendice 1 qui présente les classes d'actifs admissibles et les notations correspondantes. Ces modifications intègrent les principes tirés des pratiques recommandées afin de permettre au Comité pour les placements d'introduire de nouvelles classes d'actifs, sous réserve des contraintes mentionnées au paragraphe 26. En outre, les modifications visant à intégrer l'utilisation des contrats d'échange sur le risque de crédit comme indicateurs de risque (paragraphe 27) et à établir des limites par contrepartie (paragraphe 28) renforcent le cadre de gouvernance de l'OMPI et sont conformes aux recommandations de la DSI.
		26 – trésorerie stratégique			

N°	Section / Sous-section	Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>d'exploitation et</u> <u>trésorerie principale</u>	Nouveauté / <u>Modification /</u> <u>Suppression/</u> <u>Aucun</u> <u>changement</u>	Paragraphe(s) <u>de la politique</u> <u>modifiée</u>	Raison de la modification ¹⁵
		Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>stratégique</u> ¹⁶			
17.	Classes d'actifs admissibles / Lignes directrices à l'intention des gestionnaires extérieurs	31 à 33 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	16 à 17	Aucune modification de fond. Des modifications d'ordre rédactionnel ont été apportées afin d'améliorer la clarté par rapport à la version précédente, en déplaçant les directives à l'intention des gestionnaires de fonds extérieurs vers les lignes directrices en matière de placements, un document administratif publié par le Directeur général.
		27 à 29 – trésorerie stratégique			
18.	Privilèges et immunités de l'organisation	34 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Sans changement	34	Aucune modification dans cette section.
		30 – trésorerie stratégique			
19.	Évaluation des performances / Indicateurs	35 à 36 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	35 à 39	Ces modifications visent à apporter davantage de clarté par rapport à la version précédente, notamment en actualisant la référence aux indicateurs de performance. Ces modifications améliorent le cadre de gouvernance de l'OMPI et sont nécessaires pour répondre aux recommandations de la DSI.
		31 – trésorerie stratégique			
20.	Évaluation des performances / Évaluation des performances et rapports	37 à 40 – trésorerie d'exploitation et trésorerie principale	Modification	40 à 43	Ces modifications d'ordre rédactionnel ne sont pas significatives et visent uniquement à améliorer la clarté du texte par rapport à la version précédente.
		32 à 35 – trésorerie stratégique			
21.	Évaluation des performances / Limites de crédit	Page 10	Suppression	Appendice 1	Cette sous-section est supprimée et remplacée par l'appendice 1, qui répertorie les agences de notation agréées.
		Page 20			
22	Produits financiers dérivés		Nouveauté	31	Cet ajout est présenté comme une pratique recommandée et vise à améliorer la gouvernance grâce à des instructions spécifiques sur l'utilisation des produits financiers dérivés et leurs contraintes.

N°	Section / Sous-section	Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>d'exploitation et</u> <u>trésorerie principale</u>	Nouveauté / <u>Modification /</u> <u>Suppression/</u> <u>Aucun</u> <u>changement</u>	Paragraphe(s) <u>de la politique</u> <u>modifiée</u>	Raison de la modification ¹⁵
		Paragraphe(s) – <u>trésorerie</u> <u>stratégique</u> ¹⁶			
23	Obligations en cas de manquement à la politique		Nouveauté	44	Conformément aux bonnes pratiques en matière de gestion financière, cet ajout vise à renforcer la gouvernance en établissant des instructions précises concernant les méthodes et les délais de communication et de signalement en cas de manquement à la politique. Cette modification est nécessaire pour répondre aux recommandations formulées par la DSI.
24	Examen et mise à jour de la politique en matière de placements		Nouveauté	45	Conformément aux bonnes pratiques en matière de gestion financière, cet ajout vise à renforcer la gouvernance en établissant des instructions précises concernant les délais d'examen et de révision de la politique. Cette modification est nécessaire pour répondre aux recommandations formulées par la DSI.
25	Documents connexes		Nouveauté	46	Conformément aux bonnes pratiques en matière de gestion financière, cet ajout vise à renforcer la gouvernance en renvoyant à des documents précis concernant la politique modifiée. Cette modification est nécessaire pour répondre aux recommandations formulées par la DSI.
26	Glossaire		Nouveauté	Page 11	Conformément aux bonnes pratiques en matière de gestion financière, cet ajout vise à préciser les termes techniques utilisés dans la politique. Cette modification, mise en évidence pour la première fois lors de l'"examen collégial" mené avec la Banque mondiale, est nécessaire pour se conformer aux recommandations de la DSI.